

REVALORISATION ANNUELLE DE LA PENSION DE RETRAITE

L'option de 5% se précise

Le Conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite, (CNR) n'a toujours pas tranché la question portant taux de revalorisation annuelle de la pension de retraite. C'est ce qu'on a appris, en marge des travaux du Colloque national des directeurs des agences locales de la Caisse nationale de retraite (CNR).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Selon notre source, le Conseil d'administration de la CNR est appelé à se réunir dans les prochains jours afin de trancher la question et, par voie de conséquence, annoncer le taux de la revalorisation.

Le taux en question devrait être communiqué à l'opinion publique, à la veille de la célébration de la fête internationale du travail, soit le 1^{er} mai prochain. A ce propos, on laisse croire que les représentants de l'UGTA qui composent le Conseil d'administration de la CNR auraient proposé un taux de 10%. Un taux qui ne semble pas faire l'unanimité des autres membres du conseil, y compris ceux représentant le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Pour rappel, l'an passé, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El

Ghazi, avait annoncé une revalorisation de 5% des pensions et allocations de retraite au profit de plus de 2,2 millions de retraités, qui avait pris effet à compter du 1^{er} mai 2015.

Selon la même source, le coût global de cette revalorisation est évalué à 30 milliards de dinars annuellement et est à la charge de l'Etat. Ainsi, il n'est pas exclu que le même taux sera reconduit pour l'exercice 2016. Cela dit, lors de la rencontre d'hier, le premier responsable de la Caisse nationale de retraite, M. Slimane Mellouka, avait déclaré «qu'un numéro Vert sera lancé dans les prochaines semaines au profit des retraités qui sont plus de 2,8 millions, pour s'informer sur les questions les concernant et exprimer leurs préoccupations».

Le même responsable a précisé que cette mesure s'inscrit dans le

cadre des programmes de l'amélioration de la qualité des prestations et de la modernisation des méthodes de gestion.

M. Mellouka a ajouté que d'autres mesures liées aux moyens de modernisation seront mises en place par un système d'organisation pour se rapprocher des retraités et leur permettre de mieux bénéficier de leurs avantages. Il s'agit de leur permettre de mieux communiquer sur les informations relatives à leurs dossiers et de s'informer, notamment, sur les localisations des agences de la caisse et des médecins conventionnés qui dépassent les 3 000 médecins au niveau national.

Evoquant les moyens financiers de la CNR, M. Mellouka a affirmé que la caisse «peut répondre de manière régulière aux besoins des retraités».

Par ailleurs, dans une déclaration à la presse en marge des travaux de ladite rencontre, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale s'est exprimé sur le dossier des enseignants contractuels, en indiquant que la participation au concours pour



Photo : DR

2,8 millions de retraités sont préoccupés par la revalorisation.

bénéficier des mesures d'intégration dans le monde du travail «concerne toutes les catégories, à l'instar de tous les secteurs, et ce, dans le cadre de la justice sociale

et conformément aux lois de la République». M. Ghazi a exprimé ainsi son soutien à son homologue de l'Education nationale.

A. B.

ILS TOUCHERONT LES NOURRISSONS NÉS À PARTIR DU 24 AVRIL PROCHAIN

Introduction de quatre nouveaux vaccins

Le ministère de la Santé a lancé quatre nouveaux vaccins. Ce nouveau calendrier touchera les enfants nés à partir de 24 avril prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le calendrier de vaccination s'élargit. Le ministère de la Santé vient de lancer une campagne de sensibilisation et d'information au profit de quatre nouveaux vaccins.

Les vaccins contre la poliomyélite par voie injectable (VPI), contre la rubéole, contre les oreillons et contre le pneumocoque viennent d'être introduits dans le calendrier national de vaccination. Ce dernier touchera les enfants nés à partir du 24 avril prochain.

Une date, explique le professeur Mesbah, directeur de la prévention au ministère de la

Santé, qui coïncide avec la célébration de la semaine mondiale et africaine de la vaccination qui intervient du 24 au 30 avril prochain. «Elle se veut être l'illustration de l'engagement de l'Algérie dans la mise en œuvre du plan d'action mondiale pour les vaccins 2011-2020 de l'OMS et un exemple de responsabilité du gouvernement vis-à-vis de sa population en assurant un accès universel, gratuit et élargi à la vaccination», a expliqué hier le professeur lors d'une conférence de presse.

«Rares sont les pays qui ont lancé simultanément quatre nouveaux vaccins et gratuitement», s'est félicité le professeur Mesbah. Le financement de ces nouveaux vaccins, dit-il, dont le coût est de 10 milliards de dinars contre 3,3 milliards de dinars pour le calendrier précédent, n'a posé aucun problème au gouvernement. «Le bénéfice que nous atten-

dons de ces vaccins est une baisse de la mortalité infantile et une baisse des hospitalisations, il s'agit d'un investissement rentable», estime le professeur Dhif, membre du comité d'experts de vaccination.

Concernant les enfants nés avant le 24 avril 2016, ils restent assujettis à l'ancien calendrier national de vaccination, explique-t-on. Une campagne de vaccination de masse contre la rubéole va être lancée pour les enfants âgés entre 6 et 14 ans en septembre prochain, a indiqué le professeur Mesbah qui a expliqué que les vaccins contre la polio et les oreillons n'ont pas une indication de rattrapage. Selon les données du ministère de la Santé, chaque année, un million d'enfants de moins de 1 an et plus de 2 millions d'enfants en milieu scolaire sont vaccinés. De 1993 à 2014, dans le cadre du programme national

d'éradication de la polio, 38,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ont bénéficié du vaccin polio oral (VPO) au cours des campagnes de vaccination de rattrapage, soit 77 millions de doses de vaccin administrées en plus des doses du vaccin VPO reçues dans le cadre de la vaccination de routine.

Les objectifs fixés par le programme élargi de vaccination, souligne-t-on, visent à atteindre un taux national et par wilaya de couverture vaccinale d'au moins 90% pour tous les vaccins, l'éradication de la poliomyélite, l'élimination du tétanos néonatal, l'élimination de la rougeole et de la diphtérie, la réduction de la mortalité et de la morbidité des infections dues à l'haemophilus influenzae b (Hib).

S. A.

SAHARA OCCIDENTAL

Des sénateurs américains mettent en garde le Maroc et soutiennent l'ONU

Les derniers développements connus par le dossier du Sahara occidental, notamment l'hystérique campagne de Rabat contre le secrétaire général des Nations-Unies et sa décision de torpiller la Minurso (Mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) ne cessent de susciter des réactions d'indignation émanant de diverses contrées de la planète. La dernière en date nous vient, encore une fois, des Etats-Unis.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour la deuxième fois en moins d'un mois, le très influent Sénat américain se penche sur la question. Cette fois, à travers une lettre commune, conjointement signée par deux poids lourds du Sénat, l'un républicain, l'autre démocrate, adressée au secrétaire général de l'organisation des Nations-Unies, Ban Ki-moon.

Il s'agit du sénateur républicain de l'Etat de l'Oklahoma, James Inhofe, qui est président de la commission de l'environnement et des travaux publics et membre du comité des forces armées, ainsi que du sénateur de l'Etat du Vermont, Patrick Leahy, qui a eu à assurer

la présidence par intérim du Sénat pendant trois ans, de 2012 à 2015.

Dans leur missive, datée du 8 avril dernier, les deux parlementaires américains ont tenu à saluer les efforts du secrétaire général de l'institution onusienne et son leadership dans le dossier sahraoui et ont tenu à lui exprimer leur soutien.

Ce soutien qui engage les deux principaux partis des Etats-Unis. Les deux sénateurs exprimeront également, à l'occasion, leur soutien à la mission des Nations-Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, la Minurso, celle là même qui, depuis 1991, constitue le cauchemar de Rabat. L'ex-

monarque du Maroc, Hassan II, qui avait accepté l'option du référendum dans un premier temps, croyant réellement pouvoir le remporter en inondant le Sahara occidental de centaines de milliers de «faux Sahraouis», à savoir ses propres sujets, des citoyens marocains qu'il encouragera à s'installer dans ce territoire occupé en multipliant des mesures incitatives extrêmement généreuses, s'était rendu compte qu'il n'avait aucune chance de «cloner» un autre peuple sahraoui et que le référendum était à coup sûr perdu d'avance pour lui ! Depuis, il consacrera quasiment les dernières années de sa vie à entraver, d'une manière ou d'une autre, sous divers prétextes, l'avènement de ce référendum qu'il savait fatal pour le Maroc.

Un référendum qui, pourtant, était la conclusion d'un accord entre Hassan II et le front Polisario, sous l'égide des Nations-Unies en contrepartie d'un cessez-le-feu que le roi voulait à tout prix car le conflit armé commençait à sérieusement menacer la sécurité et l'économie du royaume.

L'ascendant des redoutables combattants du front Polisario était tel que Hassan II était obligé de construire un immense mur, séparant le Maroc du Sahara occidental pour limiter les dégâts ! C'est cette politique de fuite en avant, en évitant le référendum, que poursuit, depuis 1999, le successeur de Hassan II.

L'actuel roi du Maroc, toujours soutenu, comme son père, par la France, ira même jusqu'à inventer la fameuse «troisième voie» pour contourner un engagement officiel de l'Etat marocain, pris sous l'égide de l'ONU, à savoir un référendum tout court. Rappelé à ses obligations par l'ONU, le Maroc, affolé, sort sa dernière trouvaille : réduire à néant la Minurso, au mépris du droit international avec tout ce que cela peut induire comme conséquences. C'est d'ailleurs ce que rappelleront les deux sénateurs américains qui mettent en garde contre toute tentative de déstabiliser la Minurso, au risque de provoquer de graves conséquences au Sahara occidental et même ailleurs.

K. A.